



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : juin 2015 - juin 2016

Date de parution : avril 2017

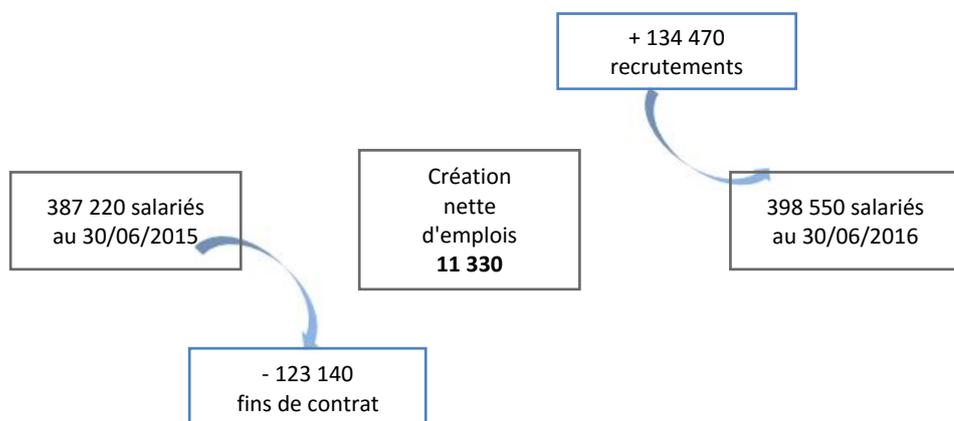
Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	7
6. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	10
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	13
Note méthodologique	16
ANNEXES	17

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.
Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 30 juin 2016, il y avait 398 550 salariés au Luxembourg contre 387 220 au 30 juin 2015¹. Entre ces deux dates, on observe 134 470 recrutements et 123 140 fins de contrat (dont près de 5 540 départs à la retraite²). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 11 330 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 11 330 unités sur la période étudiée, soit une progression de 2,9%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	107 410	96 950	10 460
Salariés intérimaires	27 060	26 190	870
Total	134 470	123 140	11 330

Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 20% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 80% concernent des emplois salariés non intérimaires.

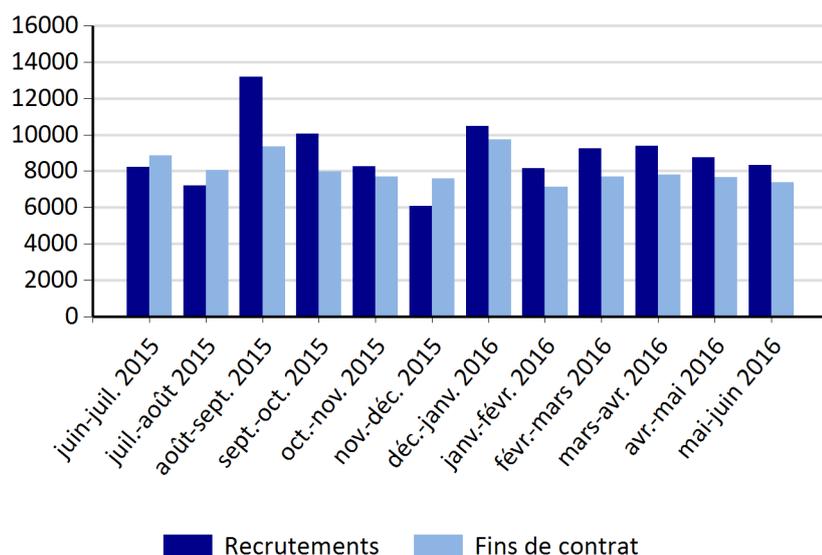
Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 21% et 79%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 30 juin 2016, 2% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 8 900 personnes).

¹A partir d'octobre 2016, quelques changements méthodologiques sont intervenus dans la définition du champ de l'emploi. Ils ont été appliqués rétroactivement de manière à éviter une rupture de série.

²Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour 2016. En se basant sur les données de 2015, on peut estimer à quelque 500 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée³

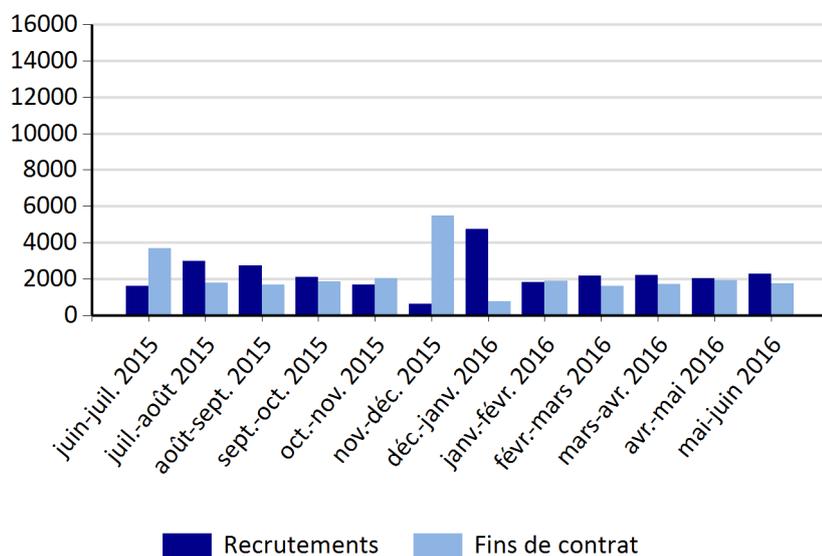
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 6 070 et 13 190 ; celui des fins de contrat, entre 7 150 et 9 730.

Guide de lecture : Entre juin et juillet 2015, on observe 8 240 recrutements et 8 850 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

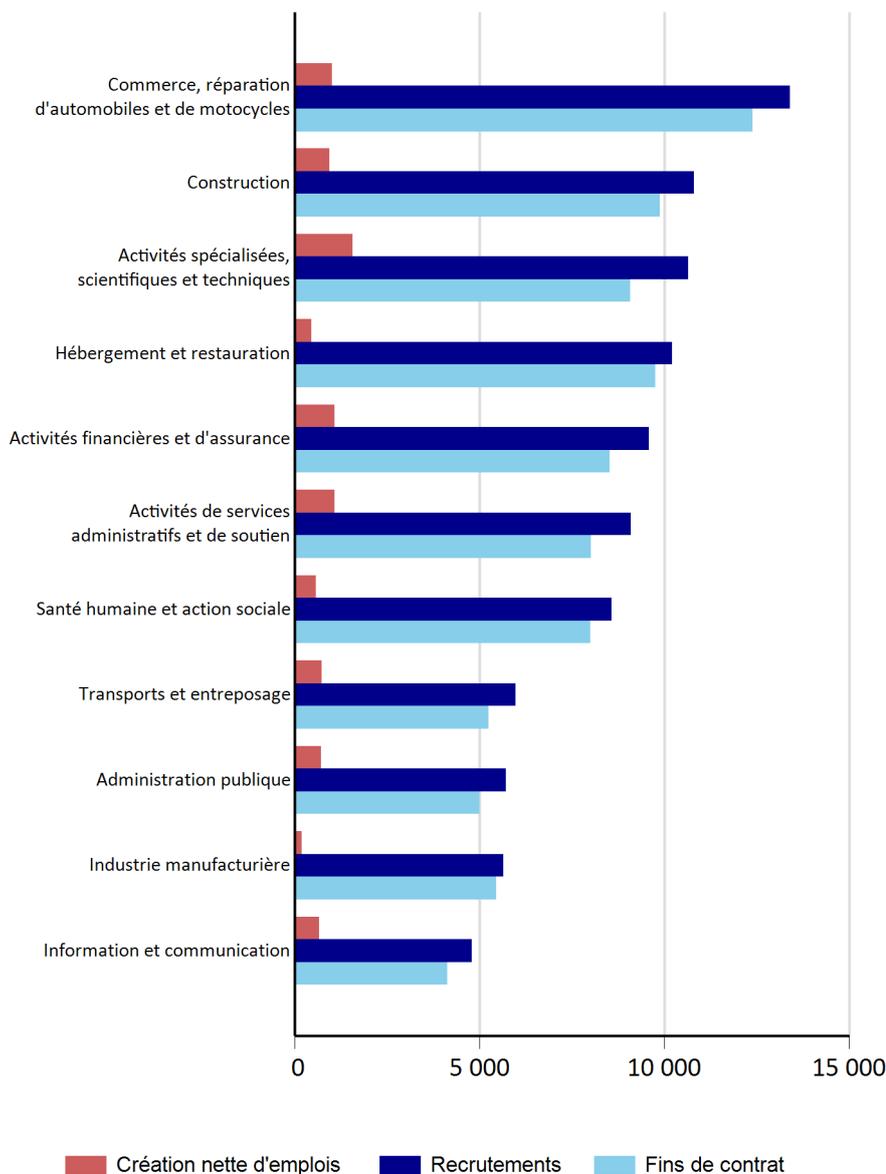


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 630 et 4 740 ; celui des fins de contrat, entre 760 et 5 490.

³Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité⁴

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 13 400, 10 810, 10 650 et 10 210 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" ainsi que "Hébergement et restauration" sont ceux qui ont le plus recruté entre juin 2015 et juin 2016.

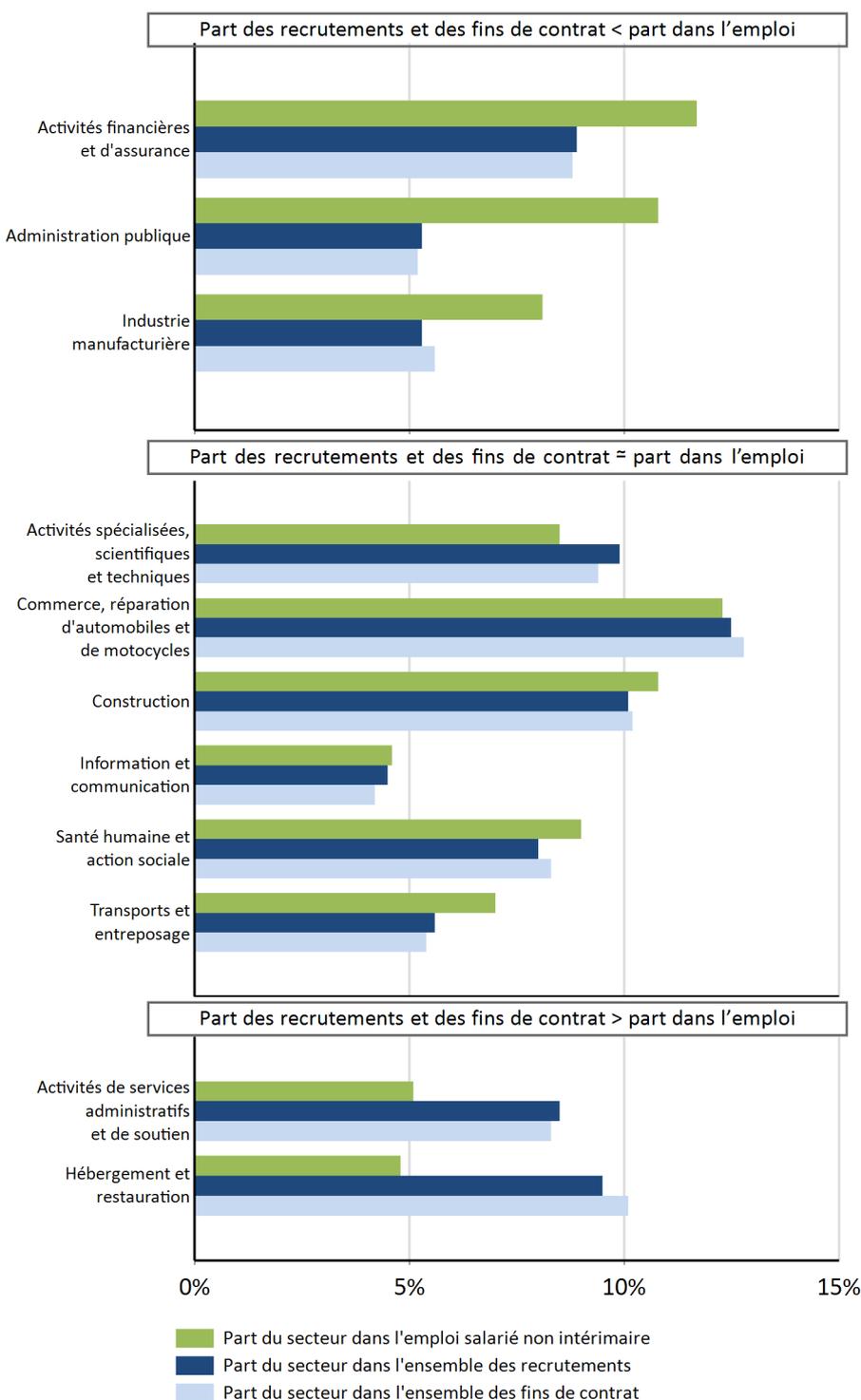
Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

Dans tous les secteurs présentés ici, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre juin 2015 et juin 2016 s'élève environ à 13 400, le nombre de fins de contrat à 12 400. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 1 000.

⁴Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



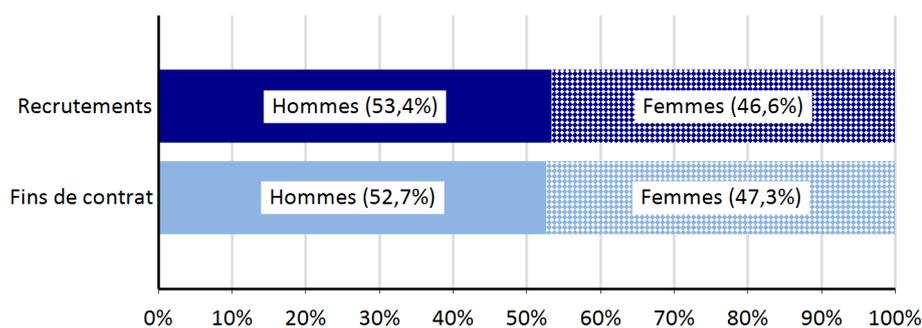
La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi. Dans le 1^{er} groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 10,8% des salariés (hors intérimaires), représente 5,3% des recrutements et 5,2% des fins de contrat.

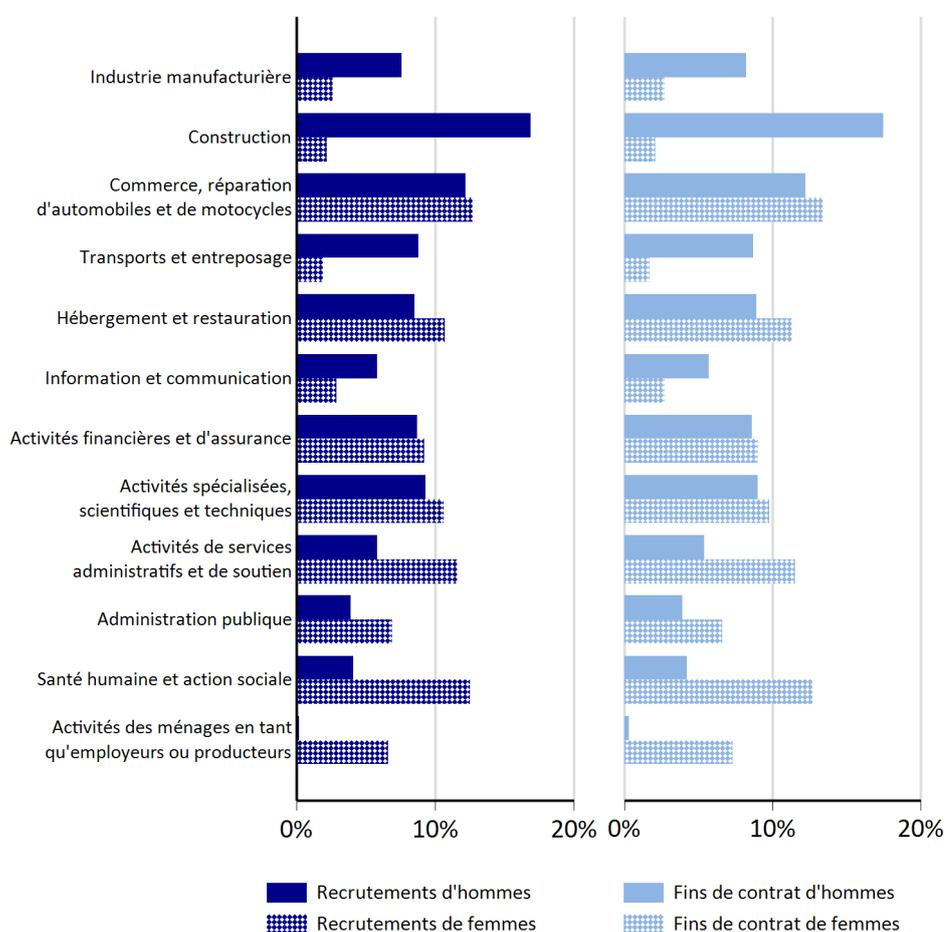
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁵

4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Parmi les 107 410 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2015 et juin 2016, 46,6% concernent des femmes tandis que 53,4% concernent des hommes. Ainsi, tous secteurs confondus, près d'un recrutement sur deux est attribué à une femme. Parmi les fins de contrat observées au cours de la même période, 47,3% concernent des femmes et 52,7% des hommes. A l'instar des recrutements, près d'une fin de contrat sur deux concerne une femme.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Santé humaine et action sociale" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 12,7%, 12,5% et 11,6% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 12,5% des recrutements féminins contre 4,1% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 5,8% des recrutements masculins contre 2,9% des recrutements féminins.

Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas de "Activités financières et d'assurance" qui représente environ 9% des recrutements féminins et masculins (ou de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" qui en représente environ 13%).

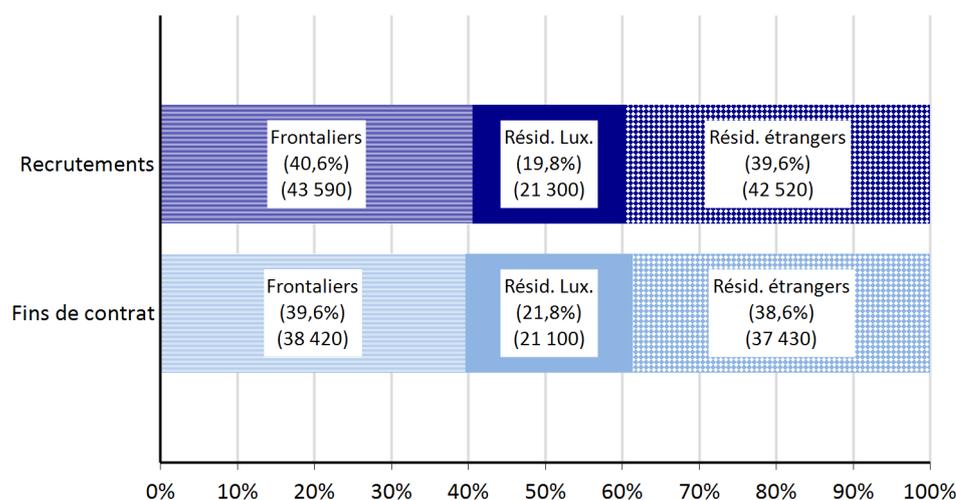
Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 320) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2,6% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 7,6% de l'ensemble des recrutements masculins.

⁵Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁶

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 107 410 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2015 et juin 2016, 40,6% ont concerné des frontaliers, 19,8% des résidents luxembourgeois et 39,6% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 96 950 fins de contrat observées au cours de la même période, 39,6% ont concerné des frontaliers, 21,8% des résidents luxembourgeois et 38,6% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 5 090 et 5 170, elle est proche de 0 pour les résidents luxembourgeois.

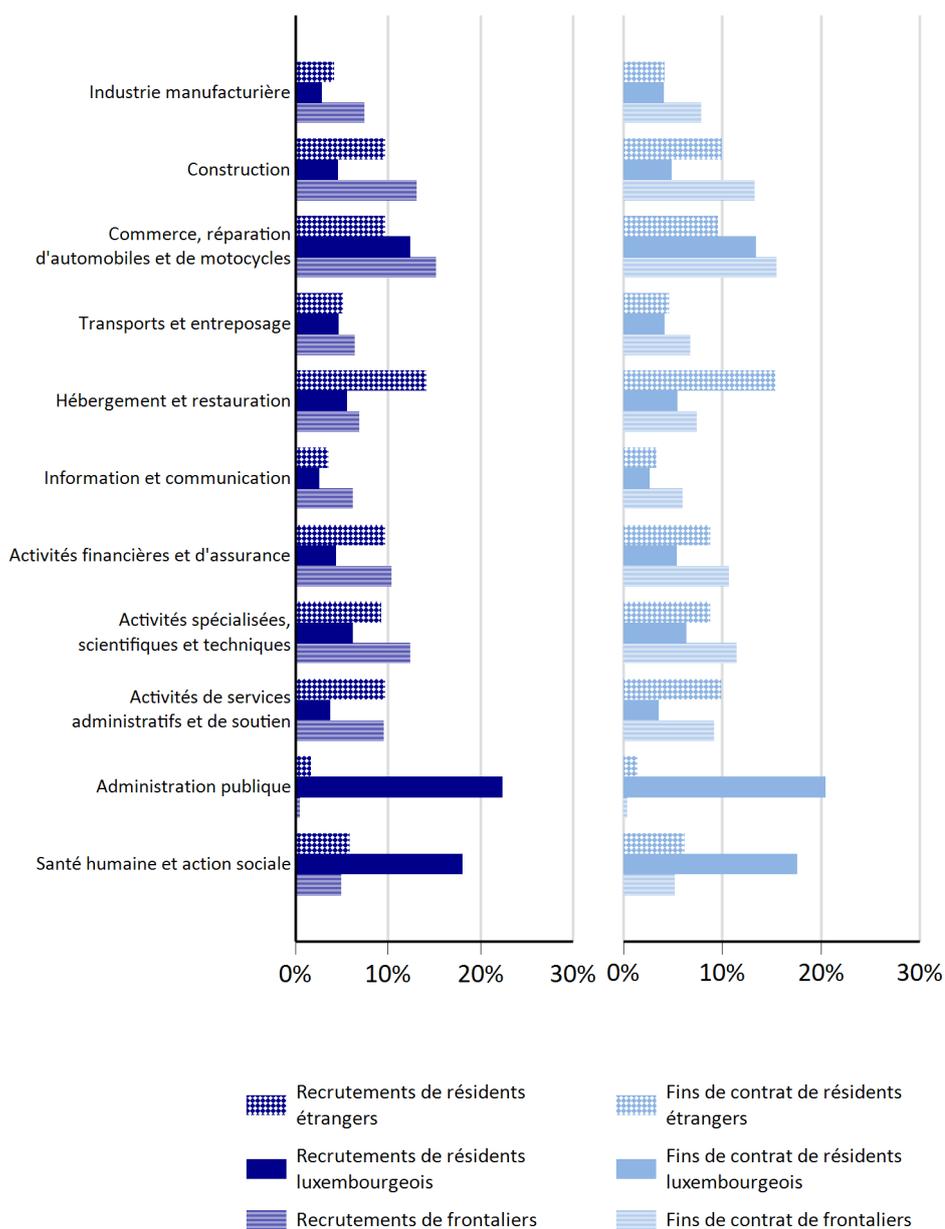
Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 700 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 100 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸.

⁶Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

⁷Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence juin 2015 et juin 2016, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 1 220 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en juin 2015 et en juin 2016, 1 280 résidents qui étaient de nationalité étrangère en juin 2015 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en juin 2016.

⁸Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 22% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (18%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%).

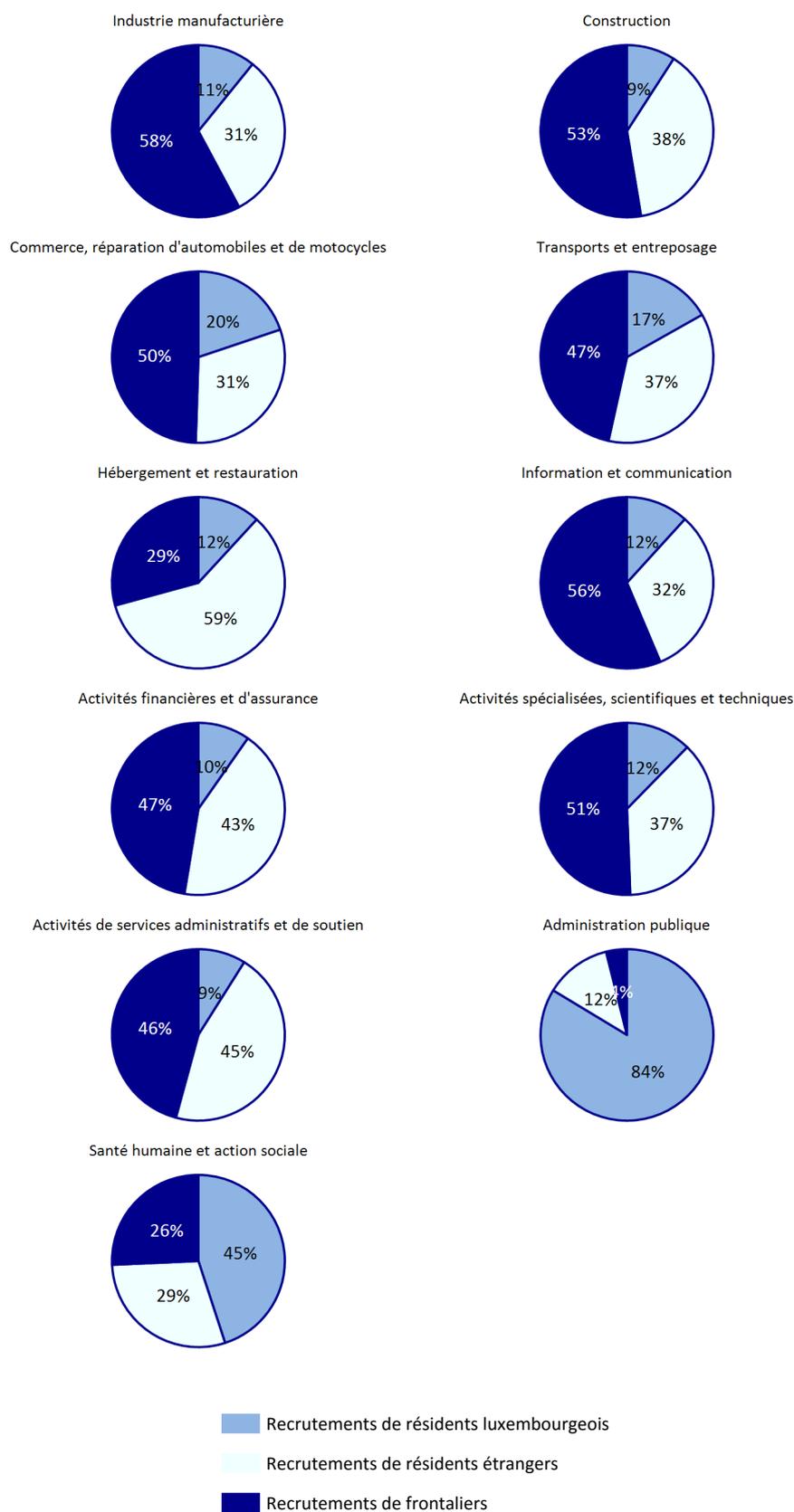
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (15%), "Construction" (13%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Hébergement et restauration" (14%), "Construction" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

Guide de lecture : Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 4% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 8%.

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

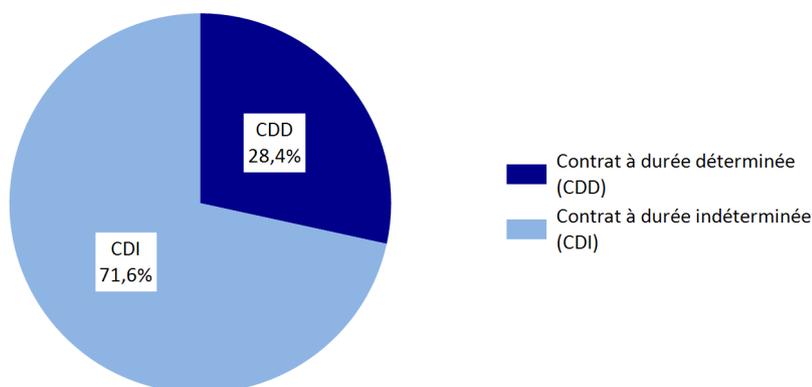
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Information et communication" et "Construction".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 59% des recrutements réalisés dans "Hébergement et restauration"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 84% et 45% des recrutements).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2015 et juin 2016, 11% concernent des résidents luxembourgeois, 31% des résidents étrangers et 58% des frontaliers.

6. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁹

6.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

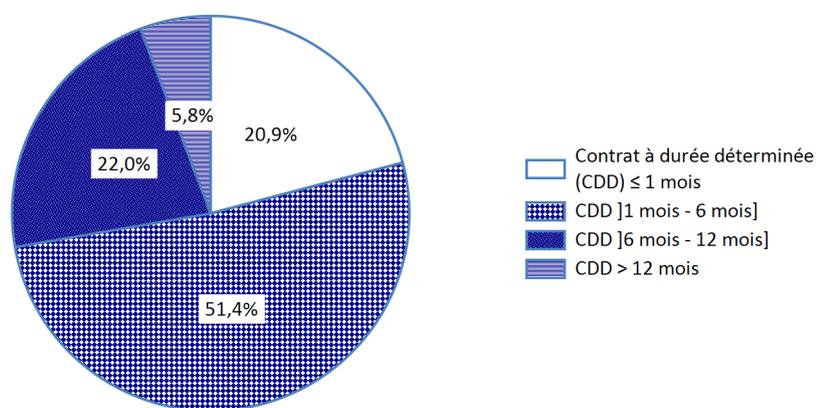


Guide de lecture : Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 107 410 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2015 et juin 2016, 28,4% sont des contrats à durée déterminée et 71,6% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 28,4%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 30 juin 2016, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

6.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

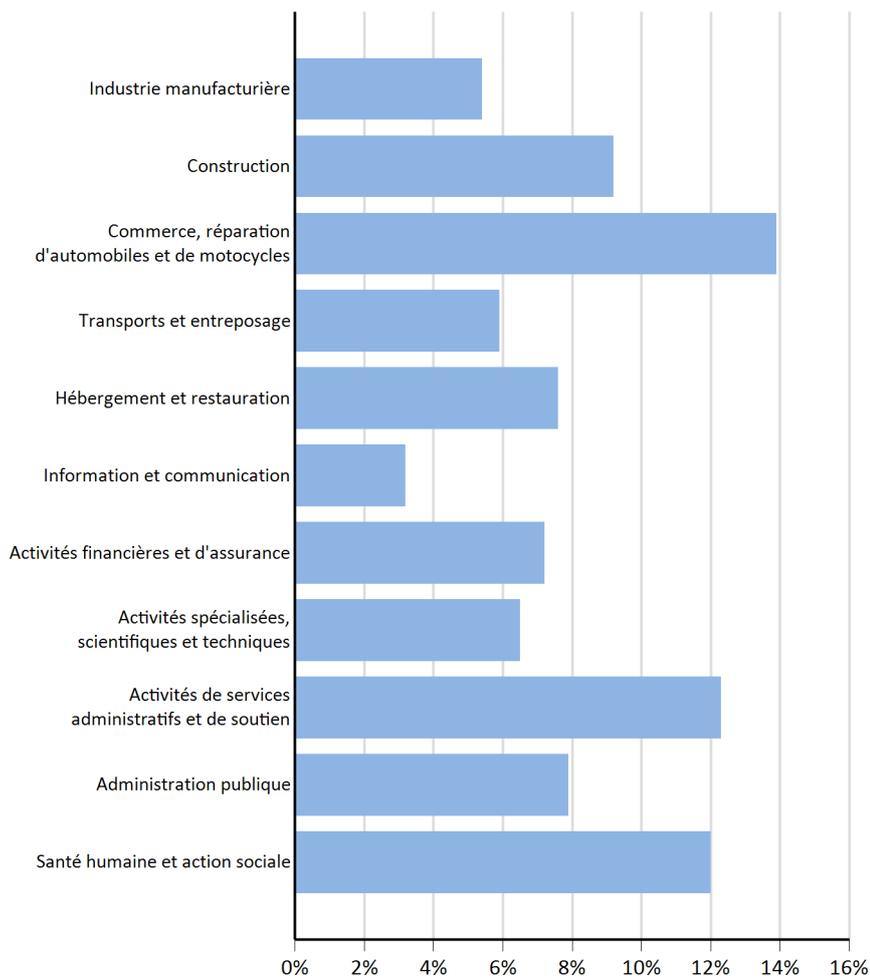


Guide de lecture : Ce graphique décompose les 28,4% de CDD selon la durée des contrats : 20,9% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 51,4% sont prévus pour une durée comprise entre 1 mois et 6 mois ; 22,0% s'échelonnent entre 6 et 12 mois et 5,8% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 5,8% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

⁹Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

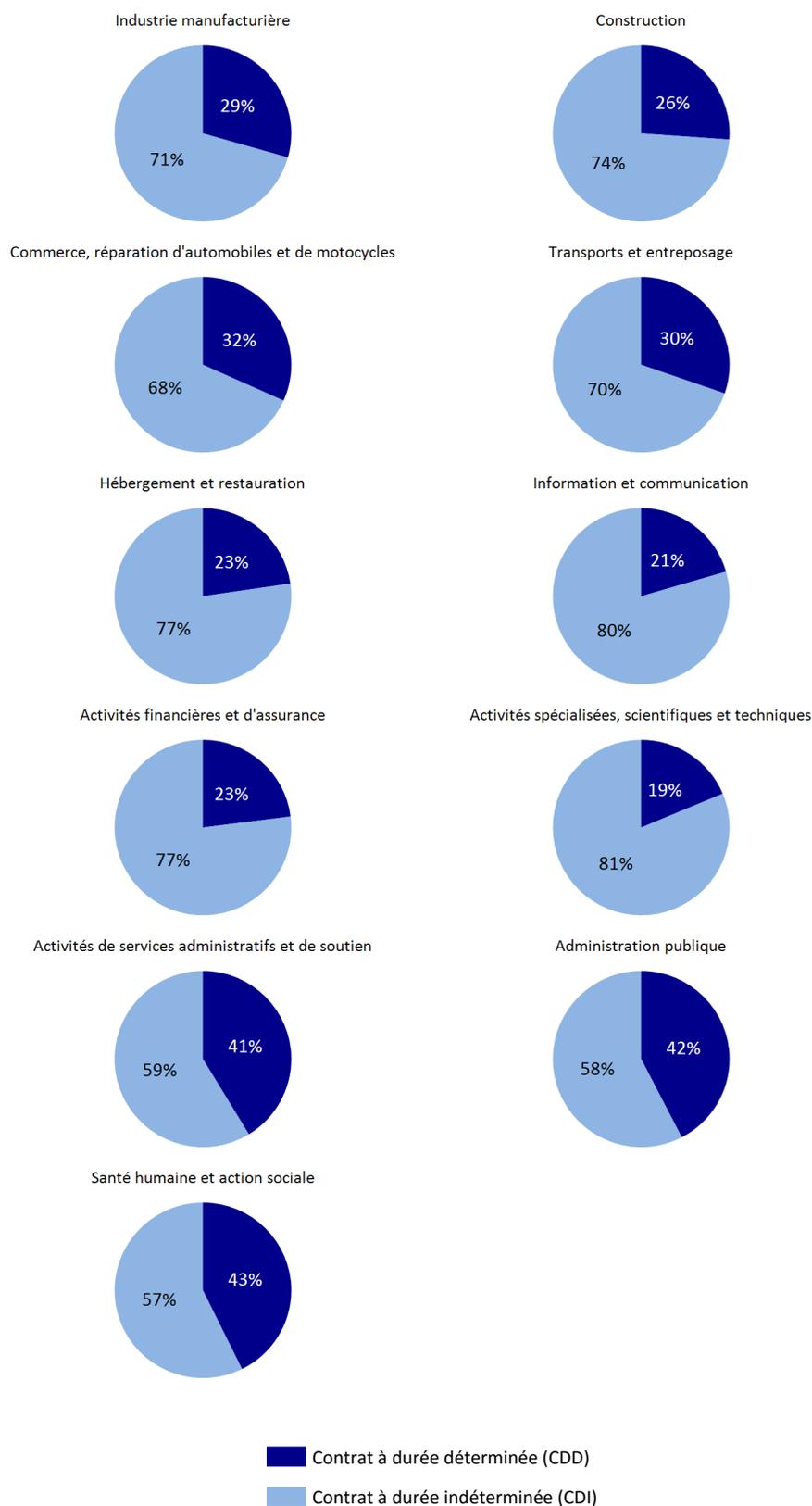
6.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



38% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 29% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 13,9% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (12,3%) et de "Santé humaine et action sociale" (12,0%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements en CDD.

6.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



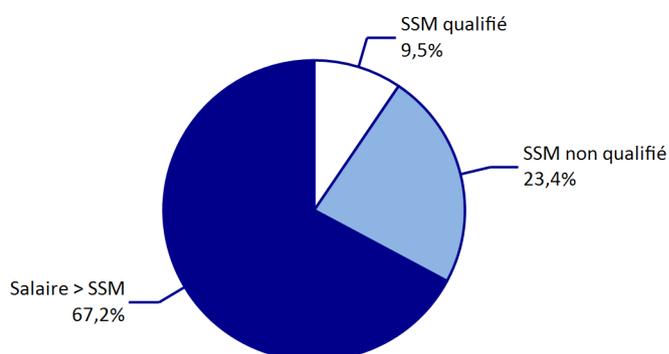
Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2015 et juin 2016, 71% concernent des CDI et 29% des CDD.

Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 6.1, à 28,4%. Il s'agit des secteurs "Santé humaine et action sociale" (43% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Administration publique" (42%), de "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (41%) et de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (32%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 6 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Activités financières et d'assurance" (23%), "Hébergement et restauration" (23%), "Information et communication" (21%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum¹⁰

7.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2015 et juin 2016, 32,8% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 32,8%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 mars 2016, seuls 11,4% sont rémunérés au voisinage du SSM.

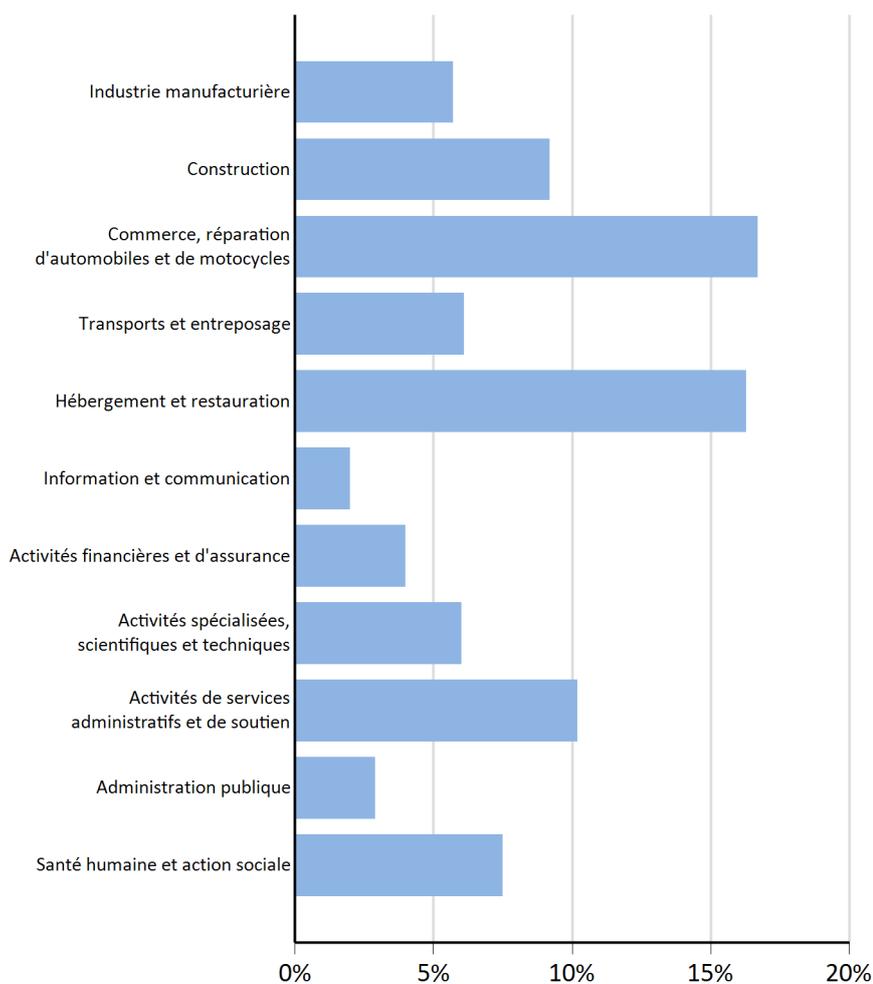
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 71% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en juin 2016 à 1 923 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 29% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en juin 2016 à 2 308 € par mois.

¹⁰Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

7.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

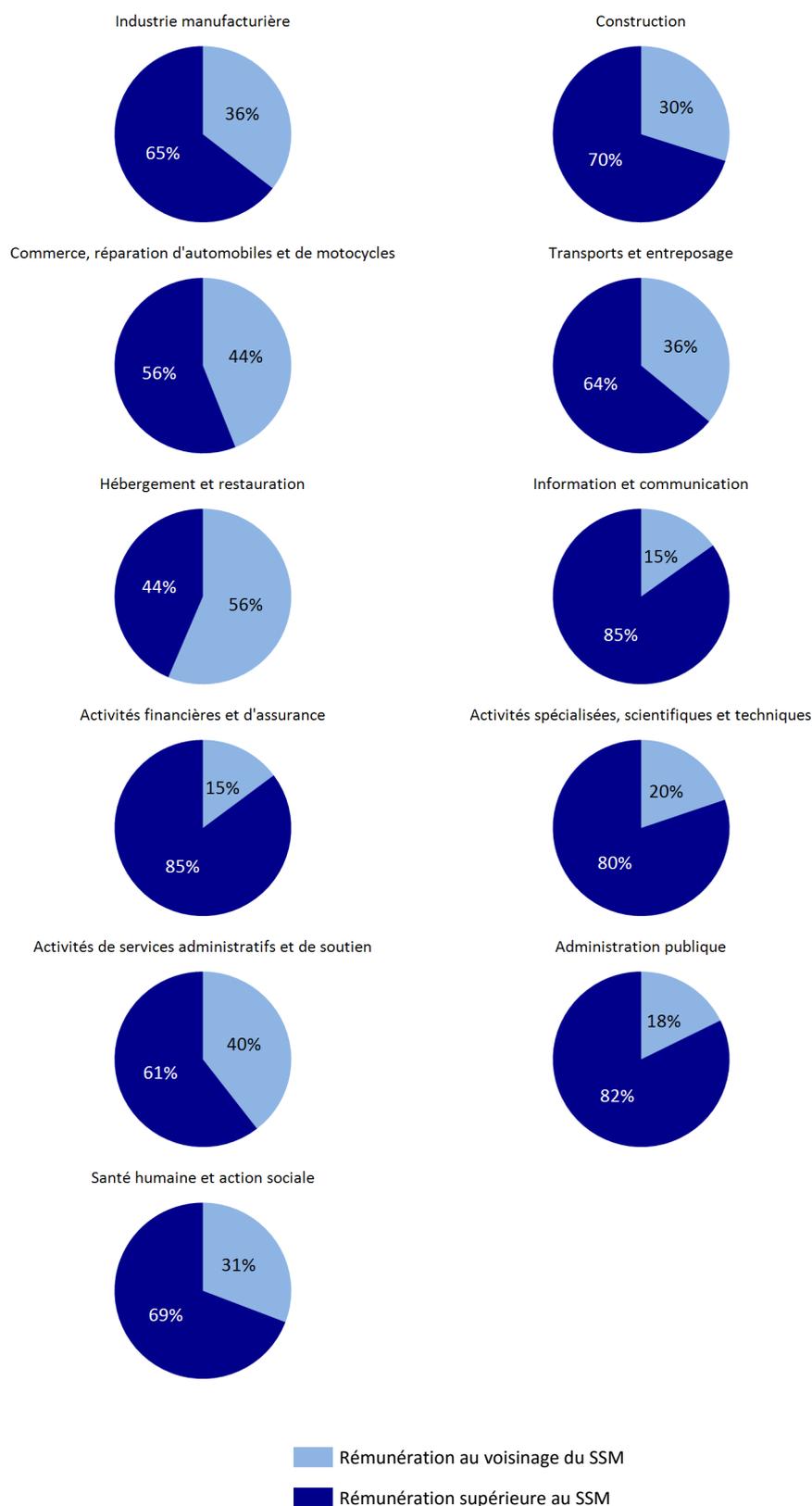


33% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 22% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 17% et 16% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui comprend les entreprises de nettoyage, et "Construction" représentent à eux deux 19% des recrutements au SSM.

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 6% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

7.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération au voisinage du SSM



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 32,8%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (56% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (44%) et de "Activités de services administratifs et de soutien" (40%) (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (15%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (20%).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Construction" entre juin 2015 et juin 2016, 30% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse cet@igss.etat.lu

ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	18
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	18
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	19
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	20
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	22
Tableau 6 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	25
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	26

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2015 - juin 2016)

	juin-juil. 15	juil.-août 15	août-sept. 15	sept.-oct. 15	oct.-nov. 15	nov.-déc. 15	déc.-janv. 16	janv.-févr. 16	févr.-mars 16	mars-avr. 16	avr.-mai 16	mai-juin 16	Total annuel
Salariés non-intérimaires	8 240	7 200	13 190	10 060	8 260	6 070	10 480	8 160	9 250	9 400	8 750	8 350	107 410
Salariés intérimaires	1 630	2 980	2 750	2 090	1 670	630	4 740	1 820	2 180	2 220	2 050	2 300	27 060
Total	9 870	10 180	15 940	12 150	9 930	6 700	15 220	9 980	11 430	11 620	10 800	10 650	134 470

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2015 - juin 2016)

	juin-juil. 15	juil.-août 15	août-sept. 15	sept.-oct. 15	oct.-nov. 15	nov.-déc. 15	déc.-janv. 16	janv.-févr. 16	févr.-mars 16	mars-avr. 16	avr.-mai 16	mai-juin 16	Total annuel
Salariés non-intérimaires	8 850	8 060	9 340	7 980	7 700	7 610	9 730	7 150	7 690	7 790	7 660	7 390	96 950
Salariés intérimaires	3 700	1 790	1 680	1 850	2 050	5 490	760	1 890	1 600	1 720	1 920	1 740	26 190
Total	12 550	9 850	11 020	9 830	9 750	13 100	10 490	9 040	9 290	9 510	9 580	9 130	123 140

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (juin 2015 - juin 2016)

	Recrutements	Fins de contrat	Part du secteur dans l'ensemble des recrutements	Part du secteur dans l'ensemble des fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE)	Contribution du secteur à la CNE	Nombre de salariés non intérimaires en juin 2016	Part du secteur dans l'emploi salarié non intérimaire en juin 2016
Agriculture, sylviculture et pêche	530	500	0,5%	0,5%	30	0,3%	1 330	0,3%
Industries extractives	20	30	0,0%	0,0%	- 10	-0,1%	230	0,1%
Industrie manufacturière	5 640	5 450	5,3%	5,6%	190	1,8%	31 550	8,1%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	200	140	0,2%	0,1%	60	0,6%	1 450	0,4%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	220	190	0,2%	0,2%	30	0,3%	1 590	0,4%
Construction	10 810	9 880	10,1%	10,2%	930	8,9%	41 900	10,8%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	13 400	12 400	12,5%	12,8%	1 000	9,6%	48 030	12,3%
Transports et entreposage	5 970	5 240	5,6%	5,4%	730	7,0%	27 270	7,0%
Hébergement et restauration	10 210	9 760	9,5%	10,1%	450	4,3%	18 690	4,8%
Information et communication	4 780	4 120	4,5%	4,2%	660	6,3%	17 950	4,6%
Activités financières et d'assurance	9 590	8 520	8,9%	8,8%	1 070	10,2%	45 440	11,7%
Activités immobilières	1 040	870	1,0%	0,9%	170	1,6%	2 680	0,7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 650	9 080	9,9%	9,4%	1 570	15,0%	33 170	8,5%
Activités de services administratifs et de soutien	9 100	8 020	8,5%	8,3%	1 080	10,3%	19 720	5,1%
Administration publique	5 710	5 000	5,3%	5,2%	710	6,8%	42 060	10,8%
Enseignement (privé)	1 380	1 180	1,3%	1,2%	200	1,9%	4 220	1,1%
Santé humaine et action sociale	8 570	8 000	8,0%	8,3%	570	5,4%	34 890	9,0%
Arts, spectacles et activités récréatives	820	760	0,8%	0,8%	60	0,6%	2 100	0,5%
Autres activités de services	1 830	1 780	1,7%	1,8%	50	0,5%	5 810	1,5%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 460	3 490	3,2%	3,6%	- 30	-0,3%	5 930	1,5%
Activités extra-territoriales	210	190	0,2%	0,2%	20	0,2%	650	0,2%
Non déterminé	3 270	2 350	3,0%	2,4%	920	8,8%	3 000	0,8%
Total	107 410	96 950	100,0%	100,0%	10 460	100,0%	389 660	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2015 - juin 2016) – partie 1

	Recrutements	Fins de contrat	Nombre de femmes dans les recrutements	Nombre de femmes dans les fins de contrat	Structure des recrutements de femmes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de femmes selon le secteur d'activité	Nombre d'hommes dans les recrutements	Nombre d'hommes dans les fins de contrat	Structure des recrutements d'hommes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat d'hommes selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	530	500	100	100	0,2%	0,2%	430	400	0,8%	0,8%
Industries extractives	20	30	0	0	0,0%	0,0%	20	30	0,0%	0,1%
Industrie manufacturière	5 640	5 450	1 300	1 260	2,6%	2,7%	4 340	4 190	7,6%	8,2%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	200	140	50	30	0,1%	0,1%	150	110	0,3%	0,2%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	220	190	40	40	0,1%	0,1%	180	150	0,3%	0,3%
Construction	10 810	9 880	1 100	960	2,2%	2,1%	9 710	8 920	16,9%	17,5%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	13 400	12 400	6 380	6 140	12,7%	13,4%	7 020	6 260	12,2%	12,2%
Transports et entreposage	5 970	5 240	930	800	1,9%	1,7%	5 040	4 440	8,8%	8,7%
Hébergement et restauration	10 210	9 760	5 350	5 190	10,7%	11,3%	4 860	4 570	8,5%	8,9%
Information et communication	4 780	4 120	1 450	1 220	2,9%	2,7%	3 330	2 900	5,8%	5,7%
Activités financières et d'assurance	9 590	8 520	4 590	4 110	9,2%	9,0%	5 000	4 410	8,7%	8,6%
Activités immobilières	1 040	870	510	440	1,0%	1,0%	530	430	0,9%	0,8%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 650	9 080	5 320	4 470	10,6%	9,8%	5 330	4 610	9,3%	9,0%
Activités de services administratifs et de soutien	9 100	8 020	5 800	5 280	11,6%	11,5%	3 300	2 740	5,8%	5,4%
Administration publique	5 710	5 000	3 480	3 020	6,9%	6,6%	2 230	1 980	3,9%	3,9%
Enseignement (privé)	1 380	1 180	810	740	1,6%	1,6%	570	440	1,0%	0,9%
Santé humaine et action sociale	8 570	8 000	6 240	5 830	12,5%	12,7%	2 330	2 170	4,1%	4,2%
Arts, spectacles et activités récréatives	820	760	380	340	0,8%	0,7%	440	420	0,8%	0,8%
Autres activités de services	1 830	1 780	1 390	1 360	2,8%	3,0%	440	420	0,8%	0,8%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 460	3 490	3 320	3 340	6,6%	7,3%	140	150	0,2%	0,3%
Activités extra-territoriales	210	190	150	140	0,3%	0,3%	60	50	0,1%	0,1%
Non déterminé	3 270	2 350	1 390	1 030	2,8%	2,2%	1 880	1 320	3,3%	2,6%
Total	107 410	96 950	50 080	45 840	100,0%	100,0%	57 330	51 110	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2015 - juin 2016) – partie 2

	Nombre de femmes dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en juin 2016	Structure de l'emploi salarié féminin (hors intérimaires) en juin 2016	Nombre d'hommes dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en juin 2016	Structure de l'emploi salarié masculin (hors intérimaires) en juin 2016
Agriculture, sylviculture et pêche	260	0,2%	1 070	0,5%
Industries extractives	20	0,0%	210	0,1%
Industrie manufacturière	5 480	3,5%	26 070	11,3%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	220	0,1%	1 230	0,5%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	230	0,1%	1 360	0,6%
Construction	3 670	2,3%	38 230	16,5%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	20 800	13,1%	27 230	11,8%
Transports et entreposage	3 680	2,3%	23 590	10,2%
Hébergement et restauration	9 710	6,1%	8 980	3,9%
Information et communication	4 660	2,9%	13 290	5,7%
Activités financières et d'assurance	20 510	13,0%	24 930	10,8%
Activités immobilières	1 260	0,8%	1 420	0,6%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	14 650	9,3%	18 520	8,0%
Activités de services administratifs et de soutien	11 100	7,0%	8 620	3,7%
Administration publique	20 580	13,0%	21 480	9,3%
Enseignement (privé)	2 280	1,4%	1 940	0,8%
Santé humaine et action sociale	26 620	16,8%	8 270	3,6%
Arts, spectacles et activités récréatives	910	0,6%	1 190	0,5%
Autres activités de services	4 240	2,7%	1 570	0,7%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 720	3,6%	210	0,1%
Activités extra-territoriales	420	0,3%	230	0,1%
Non déterminé	1 270	0,8%	1 730	0,7%
Total	158 290	100,0%	231 370	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2015 - juin 2016) – partie 1

	Recrutements	Fins de contrat	Nombre de frontaliers dans les recrutements	Nombre de résidents luxembourgeois dans les recrutements	Nombre de résidents étrangers dans les recrutements	Nombre de frontaliers dans les fins de contrat	Nombre de résidents luxembourgeois dans les fins de contrat	Nombre de résidents étrangers dans les fins de contrat
Agriculture, sylviculture et pêche	530	500	110	130	290	100	120	280
Industries extractives	20	30	10	0	10	10	0	20
Industrie manufacturière	5 640	5 450	3 260	610	1 770	3 030	860	1 560
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	200	140	70	100	30	40	80	20
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	220	190	110	80	30	110	60	20
Construction	10 810	9 880	5 690	980	4 140	5 110	1 040	3 730
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	13 400	12 400	6 630	2 650	4 120	5 970	2 820	3 610
Transports et entreposage	5 970	5 240	2 780	1 000	2 190	2 610	890	1 740
Hébergement et restauration	10 210	9 760	2 990	1 200	6 020	2 850	1 160	5 750
Information et communication	4 780	4 120	2 690	560	1 530	2 290	580	1 250
Activités financières et d'assurance	9 590	8 520	4 550	930	4 110	4 110	1 130	3 280
Activités immobilières	1 040	870	360	270	410	280	240	350
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 650	9 080	5 390	1 310	3 950	4 430	1 350	3 300
Activités de services administratifs et de soutien	9 100	8 020	4 170	810	4 120	3 540	760	3 720
Administration publique	5 710	5 000	220	4 780	710	160	4 320	520
Enseignement (privé)	1 380	1 180	330	360	690	280	310	590
Santé humaine et action sociale	8 570	8 000	2 200	3 860	2 510	1 980	3 710	2 310
Arts, spectacles et activités récréatives	820	760	270	220	330	240	210	310
Autres activités de services	1 830	1 780	640	530	660	610	540	630
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 460	3 490	300	230	2 930	320	260	2 910
Activités extra-territoriales	210	190	70	10	130	50	30	110
Non déterminé	3 270	2 350	750	680	1 840	300	630	1 420
Total	107 410	96 950	43 590	21 300	42 520	38 420	21 100	37 430

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2015 - juin 2016) – partie 2

	Structure des recrutements de frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des recrutements de résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des recrutements de résidents étrangers selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de résidents étrangers selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,6%	0,7%	0,3%	0,6%	0,7%
Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie manufacturière	7,5%	2,9%	4,2%	7,9%	4,1%	4,2%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,5%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,4%	0,1%	0,3%	0,3%	0,1%
Construction	13,1%	4,6%	9,7%	13,3%	4,9%	9,7%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15,2%	12,4%	9,7%	15,5%	13,4%	9,7%
Transports et entreposage	6,4%	4,7%	5,2%	6,8%	4,2%	5,2%
Hébergement et restauration	6,9%	5,6%	14,2%	7,4%	5,5%	14,2%
Information et communication	6,2%	2,6%	3,6%	6,0%	2,7%	3,6%
Activités financières et d'assurance	10,4%	4,4%	9,7%	10,7%	5,4%	9,7%
Activités immobilières	0,8%	1,3%	1,0%	0,7%	1,1%	1,0%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12,4%	6,2%	9,3%	11,5%	6,4%	9,3%
Activités de services administratifs et de soutien	9,6%	3,8%	9,7%	9,2%	3,6%	9,7%
Administration publique	0,5%	22,4%	1,7%	0,4%	20,5%	1,7%
Enseignement (privé)	0,8%	1,7%	1,6%	0,7%	1,5%	1,6%
Santé humaine et action sociale	5,0%	18,1%	5,9%	5,2%	17,6%	5,9%
Arts, spectacles et activités récréatives	0,6%	1,0%	0,8%	0,6%	1,0%	0,8%
Autres activités de services	1,5%	2,5%	1,6%	1,6%	2,6%	1,6%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,7%	1,1%	6,9%	0,8%	1,2%	6,9%
Activités extra-territoriales	0,2%	0,0%	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%
Non déterminé	1,7%	3,2%	4,3%	0,8%	3,0%	4,3%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2015 - juin 2016) – partie 3

	Nombre de frontaliers dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en juin 2016	Nombre de résidents luxembourgeois dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en juin 2016	Nombre de résidents étrangers dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en juin 2016	Structure des emplois salariés occupés par les frontaliers en juin 2016	Structure des emplois salariés occupés par les résidents luxembourgeois en juin 2016	Structure des emplois salariés occupés par les résidents étrangers en juin 2016
Agriculture, sylviculture et pêche	390	350	590	0,2%	0,3%	0,5%
Industries extractives	110	50	70	0,1%	0,0%	0,1%
Industrie manufacturière	20 180	4 850	6 520	11,9%	4,4%	5,9%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	310	1 010	130	0,2%	0,9%	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	760	610	220	0,4%	0,6%	0,2%
Construction	22 000	3 910	15 990	13,0%	3,6%	14,4%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	26 420	9 830	11 780	15,6%	9,0%	10,6%
Transports et entreposage	13 160	7 100	7 010	7,8%	6,5%	6,3%
Hébergement et restauration	6 550	1 990	10 150	3,9%	1,8%	9,1%
Information et communication	9 390	4 150	4 410	5,5%	3,8%	4,0%
Activités financières et d'assurance	22 530	8 860	14 050	13,3%	8,1%	12,7%
Activités immobilières	880	860	940	0,5%	0,8%	0,8%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17 590	5 220	10 360	10,4%	4,8%	9,3%
Activités de services administratifs et de soutien	9 830	1 900	7 990	5,8%	1,7%	7,2%
Administration publique	1 940	37 370	2 750	1,1%	34,2%	2,5%
Enseignement (privé)	1 250	1 260	1 710	0,7%	1,2%	1,5%
Santé humaine et action sociale	12 060	15 630	7 200	7,1%	14,3%	6,5%
Arts, spectacles et activités récréatives	730	780	590	0,4%	0,7%	0,5%
Autres activités de services	1 990	2 020	1 800	1,2%	1,8%	1,6%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	720	560	4 650	0,4%	0,5%	4,2%
Activités extra-territoriales	200	80	370	0,1%	0,1%	0,3%
Non déterminé	500	830	1 670	0,3%	0,8%	1,5%
Total	169 490	109 220	110 950	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2015 - juin 2016)

	Recrutements	Fins de contrat	Nombre de recrutements en CDD	Nombre de recrutements en CDI	Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité	Part des CDD dans les recrutements du secteur	Nombre de CDD dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en juin 2016	Structure des CDD dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en juin 2016	Nombre de recrutements en CDD			
									< 1 mois]1 - 6 mois]]6 - 12 mois]	> 12 mois
Agriculture, sylviculture et pêche	530	500	180	350	0,6%	34,0%	90	0,4%	30	90	50	10
Industries extractives	20	30	0	20	0,0%	0,0%	10	0,0%	0	0	0	0
Industrie manufacturière	5 640	5 450	1 660	3 980	5,4%	29,4%	1 280	6,1%	220	1 000	380	60
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	200	140	40	160	0,1%	20,0%	30	0,1%	0	20	20	0
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	220	190	40	180	0,1%	18,2%	40	0,2%	0	20	20	0
Construction	10 810	9 880	2 820	7 990	9,2%	26,1%	1 660	7,9%	510	1 730	490	90
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	13 400	12 400	4 250	9 150	13,9%	31,7%	2 590	12,3%	790	2 590	750	120
Transports et entreposage	5 970	5 240	1 810	4 160	5,9%	30,3%	1 270	6,0%	240	910	580	80
Hébergement et restauration	10 210	9 760	2 320	7 890	7,6%	22,7%	1 180	5,6%	630	1 170	480	40
Information et communication	4 780	4 120	980	3 800	3,2%	20,5%	510	2,4%	240	520	180	40
Activités financières et d'assurance	9 590	8 520	2 210	7 380	7,2%	23,0%	1 780	8,5%	140	1 250	630	190
Activités immobilières	1 040	870	150	890	0,5%	14,4%	60	0,3%	40	80	30	0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 650	9 080	1 990	8 660	6,5%	18,7%	1 410	6,7%	310	1 140	380	160
Activités de services administratifs et de soutien	9 100	8 020	3 760	5 340	12,3%	41,3%	1 560	7,4%	1 600	1 760	340	60
Administration publique	5 710	5 000	2 420	3 290	7,9%	42,4%	2 190	10,4%	730	500	870	320
Enseignement (privé)	1 380	1 180	910	470	3,0%	65,9%	1 200	5,7%	50	410	200	250
Santé humaine et action sociale	8 570	8 000	3 660	4 910	12,0%	42,7%	3 350	15,9%	510	2 020	870	260
Arts, spectacles et activités récréatives	820	760	430	390	1,4%	52,4%	280	1,3%	100	130	170	30
Autres activités de services	1 830	1 780	470	1 360	1,5%	25,7%	310	1,5%	60	220	150	40
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 460	3 490	40	3 420	0,1%	1,2%	10	0,0%	10	30	0	0
Activités extra-territoriales	210	190	160	50	0,5%	76,2%	130	0,6%	60	20	80	0
Non déterminé	3 270	2 350	240	3 030	0,8%	7,3%	80	0,4%	100	90	40	10
Total	107 410	96 950	30 540	76 870	100,0%	28,4%	21 020	100,0%	6 370	15 700	6 710	1 760

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2015 - juin 2016)

	Recrutements	Nombre de recrutements au voisinage du SSM	Nombre de recrutements au voisinage du SSM non qualifié	Nombre de recrutements au voisinage du SSM qualifié	Structure des recrutements au voisinage du SSM selon le secteur d'activité	Part des recrutements au voisinage du SSM dans les recrutements du secteur	Nombre d'emplois au voisinage du SSM dans l'emploi salariés (hors intérimaires) en juin 2016	Structure des emplois au voisinage du SSM dans l'emploi salariés (hors intérimaires) en juin 2016
Agriculture, sylviculture et pêche	530	300	250	50	0,9%	56,6%	500	1,1%
Industries extractives	20	0	0	0	0,0%	0,0%	10	0,0%
Industrie manufacturière	5 630	2 000	1 110	890	5,7%	35,5%	3 640	7,6%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	200	30	20	10	0,1%	15,0%	30	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	220	80	50	30	0,2%	36,4%	110	0,2%
Construction	10 810	3 230	1 890	1 340	9,2%	29,9%	4 140	8,7%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	13 390	5 890	4 420	1 470	16,7%	44,0%	11 140	23,4%
Transports et entreposage	5 970	2 150	1 240	910	6,1%	36,0%	2 840	6,0%
Hébergement et restauration	10 210	5 760	4 680	1 080	16,3%	56,4%	7 520	15,8%
Information et communication	4 780	720	330	390	2,0%	15,1%	870	1,8%
Activités financières et d'assurance	9 590	1 420	1 110	310	4,0%	14,8%	980	2,1%
Activités immobilières	1 040	290	180	110	0,8%	27,9%	440	0,9%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 650	2 110	1 140	970	6,0%	19,8%	2 000	4,2%
Activités de services administratifs et de soutien	9 110	3 600	2 770	830	10,2%	39,5%	2 470	5,2%
Administration publique	5 710	1 010	780	230	2,9%	17,7%	1 080	2,3%
Enseignement (privé)	1 390	270	220	50	0,8%	19,4%	120	0,3%
Santé humaine et action sociale	8 560	2 640	2 040	600	7,5%	30,8%	4 740	10,0%
Arts, spectacles et activités récréatives	830	290	220	70	0,8%	34,9%	280	0,6%
Autres activités de services	1 820	890	520	370	2,5%	48,9%	1 730	3,6%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 470	580	440	140	1,6%	16,7%	890	1,9%
Activités extra-territoriales	210	10	0	10	0,0%	4,8%	10	0,0%
Non déterminé	3 270	2 000	1 690	310	5,7%	61,2%	2 050	4,3%
Total	107 410	35 270	25 100	10 170	100,0%	32,8%	47 590	100,0%